

# MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS A 3 HEURES DU SOIR

## TE VEA NO TAHITI.

MATANIA 26. — N° 32.

Mahana pae 10 aote 1877.

**Prix de l'abonnement** (payable d'avance):  
 Un an ..... 18 fr.  
 Six mois ..... 9 fr.  
 Trois mois ..... 4 fr.  
 Le numéro ..... 10 centimes.

**Prix des Abonnements et des Annonces, s'adresser à**  
 IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

**Prix des Annonces (au comptant)**  
 Les 50 premières lignes ..... 20 c. la ligne  
 Au-delà de 50 lignes ..... 25 c. la ligne  
 Les 50 premières inscriptions ..... 10 c. la ligne  
 Les 50 premières inscriptions ..... 15 c. la ligne  
 Les 50 premières inscriptions ..... 20 c. la ligne

**SOMMAIRE.**

**PATRIE OFFICIELLE.** — Ordre relatif à l'absence du Commandant. — Décisions au sujet du recours pour l'admission au grade d'aide-commissaire de la marine aux colonies. — Arrêté fixant les indemnités à écouler pour le séjour des fonctionnaires corporels pour le service. — Elections. — Nominations. — Partie non officielle. — Nouvelles lois. — Traitement de la loys (suite et fin). — Ets. édit. — Mouvement commercial. — Consulat. — Objets trouvés. — Movements de port. — Arrestations. — Observations météorologiques.

**PARTIE OFFICIELLE**

Le Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu le départ pour une tournée à Matania, pendant les journées des 9, 10 et 11 de ce mois, de MM. le Commandant Commissaire de la République, l'Ordonnateur, le Chef du service judiciaire,

**ORDRE :**

Pendant l'absence du Commandant Commissaire de la République, M. Bonet, lieutenant de vaisseau, officier le plus ancien en grade, prendra la direction du service courant. Il signera: *Pour le Commandant en tournée et par ordre.*

Le présent ordre sera communiqué et enregistré partout où sera.

Papeete, le 7 aout 1877.

L. MICHAUX.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu le décret du 20 aout 1875 instituant un système de recrutement du personnel des armées dans la marine aux colonies;

Vu les prescriptions de l'arrêté ministériel du 30 aout 1875 déterminant les diverses conditions du concours pour le grade d'aide-commissaire de la marine, service des colonies;

Vu la dépêche ministérielle du 2 juillet 1877;

Sur la proposition de l'Ordonnateur,

**AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCISONNÉ :**

Art. 1<sup>er</sup>. Le concours pour l'admission au grade d'aide-commissaire de la marine (service Colonial) sera ouvert à Papeete le 1<sup>er</sup> octobre prochain, à huit heures du matin, dans la salle préparée à cet effet dans le bâtiment affecté aux bureaux de l'Ordonnateur.

Art. 2. Sont admis à concourir les commis de marine et les écrivains titulaires réunissant trois années de service dans le commissariat.

Art. 3. Les candidats se feront inscrire sur une liste ouverte à cet effet, au secrétariat de l'Ordonnateur. Cette liste sera arrêtée par nous le 29 septembre à 5 heures du soir.

Art. 4. Sont désignés pour assister l'Ordonnateur à l'ouverture des portes renfermant les compositions et pour la surveillance des candidats pendant la durée des compositions, MM. Laty, sous-commissaire, et Niote, siège-commissaire de la marine.

Art. 5. L'Ordonnateur est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera communiquée et enregistrée partout où sera.

Papeete, le 1<sup>er</sup> aout 1877.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur,

LA BARBE.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vues deux lettres du sieur Lucas, greffier-interprète du tribunal de paix de Taravao, en date des 1<sup>er</sup> et 26 juillet dernier;

Vu les articles 9 et 16 du décret du 18 aout 1868, ensemble l'article 9 de l'ordonnance royale du 16 aout 1869;

Vu la loi du 8 novembre 1874;

Attendu que pour assurer la marche du service de la justice au tribunal de paix de Taravao, il convient de pourvoir au remplacement du sieur Lucas et de procéder à la nomination d'un interprète et d'un greffier-notaire; qu'il convient en même temps de fixer le montant de la solde de l'interprète et des indemnités à payer aux personnes chargées des fonctions de greffier-notaire ainsi que de celles du ministère public;

Vu l'avis de l'Ordonnateur et celui du directeur des affaires indigènes;

Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire,

**AVONS DÉCRÉTÉ ET DÉCISONNÉ :**

Art. 1<sup>er</sup>. Le sieur Yaituma a Mataitai, instituteur à Afaaiahi, est nommé interprète près le tribunal de paix de Taravao, en remplacement de M. Lucas.

Il recevra cette qualité une solde annuelle de huit cents francs, imputable par moitié au budget colonial et au budget local, et jouira en outre de la ration journalière.

Avant d'entrer en fonctions, il devra prêter devant le tribunal de Taravao le serment exigé par la loi.

Art. 2. Les fonctions de greffier-notaire seront remplies par le caporal du poste, ou, à défaut, par le militaire désigné par le

Commandant Commissaire de la République, sur la proposition du chef du service judiciaire.

Le greffier-notaire recevra, à titre d'indemnité, une somme annuelle de trois cents cinquante francs, et en outre celle de l'interprète française à titre de frais de bureau, imputable au budget colonial.

Avant d'entrer en fonctions, il devra prêter serment devant le tribunal supérieur, aux termes de l'article 43 du décret du 18 aout 1868.

Art. 3. Le sous-officier ou à défaut le caporal chargé des fonctions du ministère public recevra, à titre d'indemnité, la somme annuelle de deux cent quarante francs, au compte du budget colonial.

Art. 4. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures ou contraires au présent arrêté relativement à la composition du tribunal de paix de Taravao ou relativement à la solde des membres de ce conseil.

Art. 5. L'Ordonnateur, f.i. de Directeur de l'Intérieur, le chef du service judiciaire et le directeur des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision, qui sera inscrite, publiée, enregistrée et communiquée partout où sera.

Papeete, le 1<sup>er</sup> aout 1877.  
L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Le Chef du service judiciaire p. i.,

C. DUMAS.

Nous, Commandant des Établissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société,

Vu l'arrêté en date du 3 août 1861 qui réglementait les indemnités de route et de séjour allouées aux officiers et fonctionnaires voyageant pour le service ;

Vu l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet de cet arrêté, spécial au service des officiers, sous-officiers et agents divers que le service appelle au poste forifié de Taravao ;

Vu l'arrêté du 8 mai 1872 qui modifie celui du 3 aout 1861 et qui détermine, en les augmentant, les indemnités de route à allouer aux officiers, fonctionnaires, employés et agents des divers services de la colonie ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier également le tarif de 1861-1872, encore en vigueur, concernant les allocations à payer au commandant du poste de Taravao et aux Résidents pour le traitement des fonctionnaires en mission, et de leur accorder des indemnités plus en rapport avec les dépenses qu'ils ont à supporter ;

Vu le rapport du commissaire aux revues en date du 6 aout 1877 ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur,

**AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :**

Art. 1<sup>er</sup>. Sont fixées ainsi qu'il suit les indemnités à allouer au commandant du poste de Taravao et aux Résidents des Marquises et des Tuamotu, en cas de séjour dans ce poste ou dans les îles du Commandant Commissaire de la République, ainsi que des autres fonctionnaires et officiers voyageant par ordre : savoir :

Pour le Commandant Commissaire de la République ..... 20 fr.  
Pour les officiers supérieurs et assimilés ..... 18

Pour les officiers subalternes et assimilés ..... 16

Art. 2. Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures spéciales aux indemnités fixées par le présent arrêté.

Art. 3. L'Ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiquée et enregistrée partout où sera et inscrite au Bulletin officiel de la colonie.

Papeete, le 7 aout 1877.

L. MICHAUX.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur,

LA BARBE.

Par ordonction royale en date du 6 aout 1877 a été approuvée l'élection de l'indigène Epeneta a Paofai, dit Paofai, comme conseiller-secrétaire du district de Pare, en remplacement d'E. Matu a Outua, démissionnaire.

Mai te au i te fasse ras mana no te 6 aout 1877, ua fasia hia e'ne'i te maiti ras hia o te tanta ra o Epeneta a Paofai, ois boi o Paofai, o toopae-papau ne ro te mafatasina oia o Pare, en momo ia Matu a Outua, o te fiafahoi mai i toru tora.

Par ordre de M. le Commandant Commissaire de la République en date du 6 aout 1877 :  
L'indigène Puariri a Rurum est

Mai je au i te fasse ras a te Tomana te Auvalua oia Repubrita no te 7 aout 1877 :

Una fiaforsa hia e'ne'i te tsais





